

Le service public colonial

Un numéro récent de la *Revue juridique et politique des Etats francophones* (*) livre une remarquable réflexion du professeur Mohamed Boussoumah, enseignant à la Faculté de droit d'Alger, sur un aspect ignoré de la longue présence française en Algérie : le service public colonial. Une contribution fort opportune qui vient tordre le coup aux thèses apologetiques alimentant la loi sur le rôle positif et civilisateur de la colonisation en matière de mise en place d'institutions et organisations destinées à faciliter la vie en société.

L'idéologie coloniale et post-coloniale cultive le souvenir d'une terre sans maîtres, livrée à elle-même, peuplée de tribus isolées et ennemies, désorganisées. Ces contre-vérités sont battues en brèche par l'existence du contre-Etat de l'émir Abdelkader, avec ses institutions et ses services publics d'un Etat centralisé et unitaire.

«Les réformes introduites par l'émir Abdelkader étaient guidées par un profond égalitarisme. Elles n'eurent jamais le temps de faire leurs preuves, de dérouler tous leurs effets, car elles furent détruites au fur et à mesure de l'avance des troupes coloniales. Les institutions et les services publics de l'éphémère Etat de l'émir Abdelkader furent anéantis pour extirper toute trace de survivance dans la mémoire collective d'existence de l'Etat national et toute idée de résistance à l'origine d'institutions et de services publics nationaux.»

La greffe du service public métropolitain en Algérie est l'œuvre de l'armée ; elle a revêtu une forme coloniale qui «brouilla son image avenante, paternelle et protectrice». L'image qu'il projeta fut alors négative. Sa figure coloniale symbolisant fortement le bâton n'a jamais perdu de son éclat, ni pâti dans sa représentation idéologique, formelle et matérielle chez les indigènes.

Bras armé et tête pensante de l'annexion de la colonie et de la colonisation de peuplement, telles sont les deux fonctions premières du service public colonial, le SPC : «En tant que bras armé, le SPC matérialisa les conquêtes territoriales avec des méthodes peu orthodoxes, l'occupation de l'espace, la pénétration dans les territoires du sud. En tant que tête pensante du nouvel ordre colonial, il expropria les tribus des terres collectives, des terres arch au profit des colons et refoula les anciens propriétaires vers les piémonts et les hauts-plateaux. Il s'appropriait les terres habous et les terres melks des Turcs avec le même objectif. Il édicta une réglementation liberticide symbolisée par le Code de l'indigénat de 1881. Il préserva le maintien de l'ordre colonial par l'intermédiaire d'un réseau d'agents administratifs (administrateurs civils, caïds, aghas, bachaghas, etc.) et, au besoin, par la répression.»

Le service public de la législation a élaboré une «législation touffue, véritable maquis juridique», pour démanteler la pro-

priété collective des tribus, les exproprier et les refouler sur des terres peu fertiles ou arides».

La colonisation qui a suivi la destruction du système de gouvernance existant en 1830 a revêtu, par un penchant naturel, une forme prétentieuse, totalitaire et envahissante : rien de la vie du groupe social ne devait échapper à son contrôle ! Sur le plan politique, les choses sont claires. Le droit apporta également son lot d'injustices avec la substitution du régime juridique français au système de droit musulman par l'ordonnance du 22 juillet 1934 qui réalisa l'annexion du territoire algérien au territoire français.

Le mythe de service public colonial, demiurge, supposé être une préfiguration de l'Etat-providence, avec son caractère envahissant touchant à l'ensemble des activités humaines, est une thèse «purement verbale», nous dit Boussoumah, qui occulte «la réalité tout court».

Antidémocratique, autoritaire, le service public colonial a pour fonction essentielle de maintenir la domination politique de la métropole sur la colonie, de subjuguier les esprits et les âmes, de déculturer les indigènes. «En ce sens, il se démarquait clairement de la notion originelle de service public, imprégnée en profondeur de l'idéologie démocratique reflétant une certaine conception des rapports entre le pouvoir et l'individu», précise Boussoumah.

On a, par ailleurs, parfois soutenu, naturellement à tort, l'antériorité de

l'administration économique coloniale par rapport à son modèle de métropole pour mettre en exergue la créativité du la première, mais une observation attentive des faits la «réduit à un néant juridique» et rend «négligeable» ce phénomène. L'autre limite du service public colonial est révélée par la sous-administration qui régnait en Algérie. L'auteur l'associe à «une sorte d'administration de mission dans un rôle de gestion» avant l'heure.

Sur le plan idéologique, la différence entre la métropole et la colonie est de taille : si le service public métropolitain vise, en tant que prolongement et aboutissement d'une évolution et de conquêtes démocratiques, à une désacralisation de l'Etat, préalablement perçu comme une entité abstraite, «en revanche, le service public colonial privilégiait la puissance publique et défiait, sacralisait l'Etat».

On a plaqué, bien souvent par paresse intellectuelle, les critères convergents constitutifs du service public métropolitain (organique, formel et matériel) pour en souligner ses mérites en colonies.

De même qu'on a souvent cru voir là où ils n'existaient vraiment pas les principes de fonctionnement du service public que la doctrine a systématisés sous le nom de lois de Rolland : les principes du fonctionnement continu, efficace et équitable – ce qui implique l'observation de la règle d'égalité devant le service public et de neutralité du service public. La première attein-

te à ces règles et principes n'est autre que le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 qui allait à l'encontre du principe de l'égalité proclamé par la Révolution française en introduisant la distinction entre les citoyens français et les sujets français.

Dans ces conditions, le service public colonial était plus présent par l'expression de la puissance, du commandement, que par la fourniture de prestations.

De quel héritage «positif» peut-on alors parler ? «Le résultat de l'entreprise coloniale de cette 'chose d'Etat' fut qu'en 1962, l'économie désarticulée de l'Algérie était celle d'un pays sous-développé et que le legs colonial formait un obstacle certain au démarrage économique du nouvel Etat». On oublie souvent que cette 'chose d'Etat' avait pour finalité le transfert des ressources naturelles au profit de la métropole et la préservation d'un marché et de débouchés captifs pour sa production industrielle en plein essor.

Quelle place reste-t-il alors aux indigènes qu'on ne peut encore, par ailleurs, ériger en demande additionnelle pour l'écoulement des excédents de production ?

«Les indigènes, usagers du service public, en avaient une perception abstraite et non concrète. Ils empruntaient des pistes poussiéreuses et cahoteuses en été et boueuses en hiver, au lieu de routes pavées, ils ne disposaient ni d'écoles, ni d'eau courante, ni de dispensaires. Pour la plupart d'entre eux, l'incarnation



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

vivante du service public était tout simplement le gendarme !». Ce faisant, ils avaient pleine connaissance ou ressentait vivement les intentions de la partie adverse dont on trouve une parfaite expression dans le propos du gouverneur Delavignette : «Il (l'Etat colonial) doit tout voir. Les indigènes ne peuvent plus faire deux parts de leur vie : une pour lui, l'autre pour eux. Il leur faut tout livrer, les enfants à l'école, les coutumes au tribunal.»

Devant tant de prétentions totalitaires, la réaction fut le repli sur soi et une «certaine ankylose de la société» et il faudra attendre l'avènement des Ouléma pour assister à une revivification des valeurs culturelles en les dépouillant de leurs scories.

A. B.

(*) Mohamed Boussoumah, *Le service public colonial*, in *Revue juridique et politique*, n° 1, janvier-mars 2009, Editions Juris Africa, Paris, pp. 27-76. Courriel : jurisafrica@yahoo.fr

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Et soudain, ils débordèrent d'amour pour nous !

En France, y avait déjà Le Pen. Maintenant, y a aussi...

... Didier Deschamps

Depuis que j'ai appris que la justice algérienne voulait se rapprocher des journalistes, je ne sors plus de chez moi ! Et cette volonté de rapprochement, de proximité n'est pas une vue de l'esprit ou une blague de chroniqueur. Non ! Elle a été exprimée lors d'un colloque très sérieux rempli de gens sérieux qui se sont réunis dans un lieu hyper-sérieux, la Cour suprême d'Alger. C'est donc forcément... sérieux, cette histoire de rapprochement. Et plus c'est sérieux, plus je panique. Ah ! Ben, oui ! Comment voulez-vous que je ne flippe pas quand un mec comme Laïdouni exprime le vœu de travailler en étroite liaison avec la presse ? Si Djamel qui fait les yeux doux à la presse, c'est comme Ahmadinedjad, le président iranien, qui inviterait son adversaire Moussavi à un week-end de pêche, seuls, sans témoins. Si Djamel qui déclame soudain sa flamme aux journalistes, c'est le cobra qui passerait devant un rat bien dodu sans lui jeter un regard. Par quel «miracle» les gens qui ont fourré du journaliste en taule jusqu'à n'en plus pouvoir sont-ils aujourd'hui devenus les plus fervents et acharnés partisans du

rapprochement ? Il s'est même trouvé dans l'assistance, entassée dans l'enceinte de la Cour suprême, un fin humoriste qui doit sûrement ignorer toute l'étendue de son talent et qui n'a pas hésité à lancer à la cantonade : «La justice doit s'ouvrir aux médias !» Je ne voudrais pas passer pour celui qui coupe tout le temps les cheveux en quatre ni pour le pervers qui fait de drôles de trucs avec les mouches, mais je trouve que s'il y a bien un reproche qui ne peut être fait à la justice algérienne, c'est bien celui d'être restée fermée à la presse. Faux ! La justice nous a toujours été grande ouverte. Nuit et jour. Même les week-ends et jours fériés. Je peux en témoigner ! Jamais, au grand jamais, on ne m'a refusé l'accès au bureau d'un juge d'instruction ni à la salle d'audience. Les jours de grande générosité, la justice a même tenu à me garder des journées entières en son sein, flanqué de gentils flics qui veillaient sur ma sécurité et sur ma présence effective jusqu'à l'arrivée du magistrat instructeur. La justice doit s'ouvrir encore plus aux médias ? Je change les serrures de mon appart' ou alors, al-harba ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com